L.228/1

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L.228/1
- 14 MARS 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
14 MARS 1949
N°
COORD.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice le 4 mars 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent instituant une commission paritaire consultative auprès du comité régulateur des polices judiciaires des parquets, et modifiant l'arrêté royal du 26 septembre 1927 créant ce comité régulateur, a donné en sa séance du 8 mars 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, verzocht door de Minister van Justitie op 4 Maart 1949, hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot instelling van een paritaire commissie van advies bij het regelingscomité van de gerechtelijke politie der parketten tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 September 1927, waarbij dit regelingscomité wordt opgericht, heeft ter zitting van 8 Maart 1949 het volgend advies gegeven:

I. OBSERVATIONS GENERALES

1.

En vertu de la loi du 18 avril 1898 modifiée par l'article 1er de la loi du 5 août 1924, les arrêtés royaux qui n'intéressent pas la généralité des citoyens sont insérés par extrait au Moniteur, sauf ceux dont la publicité ne présente pas de caractère d'utilité publique.

L'arrêté du 26 septembre 1927, dont la modification est envisagée, n'a jamais été publié.

Il institue un comité régulateur des polices judiciaires des parquets et charge notamment ce comité de préparer les projets d'arrêtés généraux concernant les polices judiciaires et les laboratoires de photographie des parquets.

L'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la sûreté publique, publié au Moniteur du 3 mai 1929, vise dans son préambule l'avis du comité régulateur et son article 9 prévoit l'intervention de ce comité dans l'exercice de l'action disciplinaire.

Il parait difficile de classer dans la catégorie des arrêtés dont la publicité ne présente pas de caractère d'utilité publique un arrêté royal dont l'exécution est une condition de la validité d'arrêtés ultérieurs que le Gouvernement estime intéresser la généralité des citoyens puisqu'il les publie.

Deux solutions sont possibles : ou bien publier un arrêté reprenant les dispositions de l'arrêté du 26 septembre 1927 que le gouvernement désire maintenir en vigueur, ou bien grouper en deux chapitres d'un même arrêté les dispositions relatives au comité régulateur et celles concernant la commission paritaire.

Dans un cas comme dans l'autre, l'arrêté du 26 septembre 1927 serait abrogé.

Les attributions de la commission paritaire consultative ne sont pas déterminées avec netteté.

Il serait souhaitable qu'elles soient précisées, d'autant plus que la modification apportée à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 septembre 1927 semble indiquer que la commission consultative reprendra une partie des attributions du comité régulateur.

La publication de l'arrêté dont il est question dans l'observation précédente permettrait de préciser les attributions de chacun des deux organismes.

II. EXAMEN DU TEXTE

Articles 1 à 4

Afin d'obtenir un ordre plus logique dans la présentation des différentes dispositions, le Conseil d'Etat propose pour ces articles le texte ci-après.

A l'article 2, le titre sous lequel la fédération est désignée est différent de celui repris dans l'autre arrêté actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Il serait souhaitable que le titre exact soit reproduit entièrement dans chacun des deux arrêtés.

Article 5

Ainsi qu'il a été observé plus haut, la modification apportée au 1er alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 26 septembre 1927 n'est pas très claire. On peut se demander notamment si la phrase :"sous réserve des attributions de la commission consultative paritaire" se rapporte uniquement au premier alinéa ou à l'ensemble de l'article.

Il serait utile pour que l'article comprenne toutes les attributions du comité régulateur d'y ajouter un alinéa visant la mission qui lui est confiée par l'article 9 de l'arrêté royal du 3 avril 1929.

MODIFICATIONS DE FORME

Dans un but de concordance générale, le Conseil d'Etat propose également quelques modifications de pure forme qui sont reprises dans le texte ci-après:

Arrêté du Régent instituant une commission paritaire consultative auprès du comité régulateur des polices judiciaires des parquets, et modifiant l'arrêté royal du 26 septembre 1927 créant ce comité régulateur.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1927 créant un comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Considérant que l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat n'est pas applicable au personnel de la police judiciaire;

Considérant qu'il importe de donner aux membres de ce personnel les mêmes garanties qu'aux agents de l'Etat et de leur permettre d'exprimer en toute liberté leur avis sur les problèmes qui dominent leur carrière;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est institué auprès du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets une Commission paritaire consultative.

La Commission délibère et donne son avis au Ministre de la Justice sur les questions relatives aux intérêts matériels et professionnels des membres des polices judiciaires.

Tout conflit de compétence entre le Comité régulateur et la Commission est tranché par le Ministre de la Justice.

Article 2.-

La Commission se compose :

1° d'un président désigné par le Ministre de la Justice parmi les magistrats de la Cour ou du Parquet de cassation;

2° de six assesseurs dont trois sont choisis par le Comité régulateur parmi ses membres et trois par la Fédération des membres du personnel de la police judiciaire des parquets, à savoir un commissaire en chef, un officier commissaire et un inspecteur judiciaire principal ou un inspecteur judiciaire; leur mandat est de deux années; il est renouvelable;

3° d'un secrétaire désigné par le Ministre de la Justice;

4° d'un président suppléant désigné comme il est prévu au 1° et de membres suppléants désignés de la manière et pour la durée prévues au 2°.

Article 3.-

La Commission soumet au Ministre de la Justice le projet de l'ordre du jour de ses séances. Le Ministre arrête cet ordre du jour et délègue au président le soin de fixer la date des séances.

Les avis de la Commission sont donnés à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée. Le président et le secrétaire n'ont pas voix délibératrice.

Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal dont un exemplaire est transmis au Ministre. Mention est faite au procès-verbal du nombre de votes émis pour ou contre chaque proposition.

Les décisions prises par le Ministre sont portées à la connaissance de la Commission. Lorsqu'il ne suit pas l'avis de la Commission, il en fait connaître les motifs.

Article 4.-

La Commission peut obtenir de l'administration toute documentation de nature à faciliter l'examen des affaires portées à l'ordre du jour.

Article 5.-

L'article 2 de l'arrêté royal du 26 septembre 1927 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- Sous réserve des attributions de la Commission consultative paritaire instituée près le Comité régulateur, celui-ci prépare les projets d'arrêtés généraux concernant les polices judiciaires et les laboratoires de photographie des parquets.

Il règle, sous l'approbation du ministre, toutes les questions relatives au mode de travail de ces services.

Il donne son avis sur les nominations, promotions, augmentations de traitement et déplacements du personnel de ces services ainsi que sur les distinctions honorifiques à lui accorder.

Il donne son avis sur l'application des peines disciplinaires prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 3 avril 1929.

S'il est appelé à donner son avis sur une proposition de déplacement d'office dans l'intérêt du service, il entend l'intéressé."

Article 6.-

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Justice,

I. Algemene opmerkingen.

1.

Krachtens de wet van 18 April 1898, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 5 Augustus 1924, worden de koninklijke besluiten, die voor het merendeel der burgers van geen belang zijn, bij uittreksel in het Staatsblad ingelast, uitgezonderd degene waarvan de openbaarheid niet een karakter van openbaar nut vertoont.

Het besluit van 26 September 1927, waarvan de wijziging wordt beoogd, werd nooit bekendgemaakt.

Het richt een "comiteit tot regeling' van de gerechtelijke politie der parketten" op en belast dit comité onder meer met de voorbereiding der ontwerpen van algemene besluiten betreffende de gerechtelijke politie en de laboratoria voor fotografie der parketten.

Het koninklijk besluit van 3 April 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, bekendgemaakt in het Staatsblad van 3 Mei 1929, verwijst in zijn inleiding naar het advies van het regelingscomité en artikel 9 van dit besluit voorziet de tussenkomst van dit comité voor het toepassen van tuchtmaatregelen.

Men kan bezwaarlijk in de categorie der besluiten waarvan de openbaarheid geen karakter van openbaar nut vertoont, een koninklijk besluit rangschikken, waarvan de uitvoering een een voorwaarde is der geldigheid van latere besluiten, die naar de mening van de Regering -vermits zij ze bekendmaakt - van belang zijn voor het merendeel der burgers.

Twee oplossingen liggen voor de hand: een besluit bekendmaken waarin zijn opgenomen de bepalingen van het besluit van 26 September 1927, die de regering wenst te doen van kracht blijven, ofwel in twee hoofdstukken van eenzelfde besluit de

.../...

bepalingen betreffende het regelingscomité en deze betreffende de paritaire commissie, samenbrengen.

In beide gevallen zou het besluit van 26 September 1927 worden opgeheven.

De bevoegdheden van de paritaire commissie van advies zijn niet duidelijk bepaald.

Het ware wenselijk ze nauwkeurig te omschrijven, te meer daar de wijziging, aangebracht in artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 September 1927 er schijnt op te wijzen, dat de commissie van advies een deel der bevoegdheden van het regelingscomité zal overnemen.

De in de voorafgaande opmerking besproken bekendmaking van het besluit zou het mogelijk maken de bevoegdheden van elk dezerbeide organismen nauwkeurig te bepalen.

II. Onderzoek van de tekst.

Artikelen 1 tot 4.

Om in de inkleding van de verschillende bepalingen een logischer volgorde te bekomen, stelt de Raad van State, voor deze artikelen, de hiernavolgende tekst voor.

In artikel 2 verschilt de titel, waaronder de federatie wordt aangeduid, van de titel die de federatie krijgt in het andere besluit, waarover thans het advies van de Raad van State wordt gevraagd.

De juiste titel zou in elk der beide besluiten volledig moeten opgegeven worden.

Artikel 5.

Zoals reeds werd opgemerkt is de wijziging, die in alinea 1 van artikel 2 van het besluit van 26 September 1927

.../...

werd aangebracht, niet zeer duidelijk. Men kan onder meer de vraag stellen of de zinsnede "onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire commissie van advies" enkel slaat op de eerste alinea of op geheel het artikel.

Opdat het artikel al de bevoegdheden van het regelingscomité zou omvatten, zou het nuttig zijn er een alinea aan toe te voegen, waarin gesproken wordt van de opdracht, die dit comité door artikel 9 van het koninklijk besluit van 3 April 1929 toegewezen krijgt.

Wijzigingen in de vorm.

Om de algemene overeenstemming te bevorderen, stelt de Raad van State eveneens enkele wijzigingen voor, die alleen de vorm betreffen en in de volgende tekst zijn opgenomen:

Besluit van de Regent tot instelling van een paritaire commissie van advies bij het regelingscomité van de gerechtelijke politie der parketten en tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 September 1927, houdende oprichting van dit regelingscomité.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit van 26 September 1927, houdende oprichting van een comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 October 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel niet toepasselijk is op het personeel van de gerechtelijke politie;

Overwegende dat het geboden is aan de leden van dit personeel dezelfde waarborgen te geven als aan het Rijkspersoneel

en hen in de mogelijkheid te stellen, in alle vrijheid hun advies uit te brengen over de vraagstukken, die hun loopbaan beheersen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Bij het regelingscomité van de gerechtelijke politie der parketten wordt een paritaire commissie van advies opgericht.

De commissie beraadslaagt en dient de Minister van Justitie van advies over de kwesties betreffende de materiële en beroepsbelangen van de leden der gerechtelijke politie.

Elk geschil nopens de bevoegdheid tussen het regelingscomité en de commissie wordt door de Minister van Justitie beslecht.

Artikel 2.-

De commissie is samengesteld uit:

1° een voorzitter door de Minister van Justitie aangeduid onder de magistraten van het Hof of van het Parket van verbreking;

2° zes bijzitters, waarvan er drie worden gekozen door het regelingscomité onder zijn leden en drie door de Nationale Federatie der Personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de Parketten, te weten een hoofdcommissaris, een officier-commissaris en een eerst aanwezend gerechtelijk inspecteur of een gerechtelijk inspecteur; hun mandaat duurt twee jaar; het kan hernieuwd worden;

3° een secretaris aangeduid door de Minister van Justitie;

4° een plaatsvervangend voorzitter, aangeduid zoals bepaald in 1° en plaatsvervangende leden, aangeduid op dezelfde wijze en voor dezelfde duur als bepaald in 2°.

Artikel 3.-

De commissie legt aan de Minister van Justitie de agenda van haar vergaderingen voor. De Minister stelt de agenda vast en draagt aan de voorzitter de zorg over, de datum van de vergaderingen te bepalen.

De adviezen van de commissie worden bij meerderheid van stemmen uitgebracht. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen. De voorzitter en de secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Over de beraadslagingen wordt een proces-verbaal opgemaakt, waarvan een exemplaar aan de Minister wordt overgelegd. In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van het aantal stemmen, die tegen of voor elk voorstel werden uitgebracht.

De door de Minister genomen beslissingen worden ter kennis gebracht van de Commissie. Wanneer de Minister het met het advies niet eens is, geeft hij de redenen hiervan te kennen.

Artikel 4.-

De commissie kan van de administratie alle documentatie bekomen, die het onderzoek van de op de agenda geplaatste zaken kan vergemakkelijken.

Artikel 5.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 September 1927 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 2.- Onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire commissie van advies, ingesteld bij het regelingscomité, bereidt dit comité de ontwerpen voor van algemene besluiten betreffende de gerechtelijke politie en de laboratoria voor fotografie der parketten.

Het regelt, onder de goedkeuring van de Minister, al de kwesties betreffende de werkwijze van die diensten.

Het brengt advies uit over de benoemingen, bevorderingen, weddeverhogingen en overplaatsingen van het personeel dezer diensten alsmede over de eretekens,die aan dit personeel dienen te worden verleend.

Het brengt advies uit over de toepassing der bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 3 April 1929 bepaalde tuchtstraffen.

Indien het verzocht wordt advies uit te brengen over een voorstel tot overplaatsing van ambtswege, in het belang van de dienst, hoort het de betrokkene.

Artikel 6.-

De Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Justitie,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
G. HOLOYE raadsheren van State

H. PIERLOT assesseurs de la section de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. Suetens, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Suetens, voorzitter.

LE GREFFIER- DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,